



WANEP - SENEGAL

RAPPORT ANNUEL 2024





TABLE DES MATIÈRES

NOS PARTENAIRES	3
ABBREVIATIONS	4
QUI SOMMES-NOUS ?	5
NOTRE APPROCHE	6
NOS OBJECTIFS	6
MOT DU PCA	7
MESSAGE DU COORDONATEUR NATIONAL	9
INTRODUCTION	10
NOS REALISATIONS	11
I- PROGRAMME ALERTE PRECOCE ET PREVENTION DES CONFLITS	11
1- Projet E-MAM (Suivi, Analyse et Atténuation de la Violence Électorale).	11
1.1 Atelier de pré-validation de la cartographie des zones à risque, des indicateurs et de la matrice des parties prenantes	12
1.2 Atelier de formation sur la gestion des conflits électoraux	14
1.3 Formation, lancement et réunions périodiques du Groupe National de Réponse à la Violence Electorale	14
1.4 Atelier de formation des moniteurs communautaires sur le monitoring de la violence	16
1.5 Atelier de formation sur la gestion des subventions	17
1.6 Atelier de formation des formateurs et observateurs	17
1.7 Salle de veille électorale	18
2- Projet de « Promotion du dialogue et d’initiatives de réponses concertées contre l’escalade de violence pré-électorale dans des régions à risque du Sénégal ».	20
II- PROGRAMME FEMME, PAIX ET SECURITE	23
1- Co-organisation et participation de l’équipe du programme FPS au webinaire du Centre Autrichien pour la Paix sur le GAP SENDAI.	23
2- Co-animation de session de causerie du YMCA à la MAC (maison d’arrêt et de correction) des femmes de Rufisque.	23
3- Animation de panel sur la prévention des conflits pour l’atelier des volontaires des NU organisé par le PNUD.	24
4- Animation de panel de l’atelier du PARI et CARITAS sur la Paix	24
5- Participation à l’atelier de formation de la CEDEAO et du GIZ sur le renseignement du cadre continental de résultat.	25
6- Projet « Sentinelles des résolutions Femmes, Paix et sécurité et de la cohésion sociale	26
III- PROGRAMME JEUNESSE, PAIX ET SECURITE	28
1- Consultation nationale sur l’agenda jeunesse, paix et sécurité du 11 au 13 juin 2024 à	

Ziguinchor.	28
2- La Marche silencieuse à Mbour (Thiès) pour lutter contre l'émigration irrégulière	31
3- Célébration de la journée internationale de la Jeunesse	31
4- Participation citoyenne des jeunes dans les politiques publiques	32
IV- PROGRAMME DEMOCRATIE ET BONNE GOUVERNANCE	33
1- Projet améliorer la sécurité au Sénégal : entre Gouvernance du Secteur de la Sécurité (GSS) et la participation citoyenne dans la sécurité.	33
2- Visites des autorités et des forces de défense et de sécurité dans la zone Est du Sénégal (Kédougou, Tambacounda et Kaffrine)	35
3- Le renforcement de la collaboration entre la population et les forces de sécurité pour une prévention efficace de de l'extrémisme violent dans le département de Saraya (Kédougou).	36
4- Projet de lutte contre le vol transfrontalier de bétail entre le Sénégal et la Guinée-Bissau	42
4.1- Mise en place et fonctionnement de la plateforme SAP	42
4.2- Appui à la mise en place des enclos communautaires et marquage bétail	42
4.3- Appui aux initiatives pilotes d'autonomisation financière des jeunes et des femmes des zones cibles par la mise en place d'un fonds d'appui aux activités génératrices de revenus	43
V- PROGRAMME RENFORCEMENT DE CAPACITÉS ET DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU	47
1- Renforcer la capacité institutionnelle de WANEP et celle de ses organisations membres pour l'exécution de leur mandat	47
2- Accroître la capacité de recherche de WANEP pour le soutien du plaidoyer politique, la fourniture de produits de connaissance.	48
VI- NOS PERSPECTIVES	50

NOS PARTENAIRES



 **Coopération
Autrichienne pour
le Développement**



MERCI A TOUS NOS PARTENAIRES

ABBREVIATIONS

CCS	Comité Citoyen sécuritaire
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CENA	Commission Electorale Nationale Autonome
CNRA	Conseil National de Régulation de l’Audiovisuel
CORED	Conseil pour l’Observation des Règles d’Éthique et de Déontologie dans les médias
DPC	Dynamique de Paix en Casamance
FDS	Force de Défense et de Sécurité
FPS	Femme Paix et Sécurité
GNRVE	Groupe National de Réponse à la Violence Electorale
JPS	Jeune Paix et Sécurité
JSD	Dialogue sur la Justice et sur la Sécurité
OSC	Organisation de la Société Civile
PCA	Président Conseil d’Administration
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
SNAP	Système National d’Alerte Précoce
USIP	Institut des Etats-Unis pour la Paix
WANEP	West Africa Network for Peacebuilding / Réseau Ouest africain pour l’édification de la Paix.

QUI SOMMES-NOUS ?

Le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix est une organisation sous- régionale d'avant-garde opérationnelle dans la construction de la paix. Il a été fondé en 1998 en réponse aux guerres civiles qui tourmentaient l'Afrique de l'Ouest dans les années 1990. Au cours des années, WANEP a réussi à établir des réseaux nationaux forts dans les 15 États de l'espace CEDEAO, regroupant aujourd'hui plus de 700 organisations-membres à travers la sous-région.

WANEP accorde une attention spéciale aux approches concertées de la prévention des conflits et de la construction de la paix, et cherche à œuvrer main dans la main avec divers acteurs de la société civile, des gouvernements, des entités intergouvernementales, des groupes de femmes et autres partenaires pour créer une plateforme pour le dialogue, le partage d'expériences et l'apprentissage, parachevant de ce fait, les efforts visant à assurer une paix et un développement durables en Afrique de l'Ouest et au-delà.

WANEP met à la disposition des gouvernements, des entreprises et des praticiens, des formations professionnelles sur la prévention des conflits et la construction de la paix, formations qui se fondent sur plusieurs années d'expériences pratiques dans toute la sous-région. A la base de son travail se trouvent un engagement au professionnalisme et un dévouement à un monde fait de respect mutuel, de tolérance et de paix.

Au Sénégal, WANEP a été créé en octobre 2003 par une vingtaine d'organisations de la société civile sénégalaise, réparties dans six (06) régions (Ziguinchor, Kolda, Sédhiou, Kédougou, Dakar, Thiès) et avait son siège à Ziguinchor, au cœur du conflit casamançais.

Depuis février 2014 WANEP-Sénégal a transféré son siège à Dakar et regroupe une trentaine d'organisations dans sept (07) régions : Ziguinchor, Kolda, Sédhiou, Kédougou, Dakar, Thiès et Louga. Cependant, WANEP-Sénégal est avant tout une structure nationale avec des organisations membres et des activités à portée nationale voire sous régionale.

NOTRE APPROCHE

Dans une perspective de stabilisation sociale et de consolidation de paix, WANEP-Sénégal travaille à faciliter le développement de mécanismes de coopération entre acteurs afin de promouvoir la culture de la paix au Sénégal et dans les espaces transfrontaliers; à renforcer les capacités des organisations membres du réseau engagées dans les actions de consolidation de la paix et de promotion des droits humains en vue d'œuvrer à la prévention et à la résolution pacifique des conflits par l'implication accrue des femmes et des jeunes.

NOS OBJECTIFS

WANEP-Sénégal comporte **2 objectifs** globaux que sont :

1. Contribuer au développement des mécanismes efficaces de collaboration entre acteurs afin de promouvoir la culture de la paix au Sénégal et dans les espaces transfrontaliers.
2. Œuvrer au renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance, à la promotion de la justice sociale à travers une participation effective des jeunes et des femmes dans l'espace Ouest Africain.

Ces objectifs se concrétiseront et s'articuleront autour de cinq (5) programmes :

1. National Early Warning System /Système National d'Alerte Précoce (NEWS/SNAP)
2. Jeune, Paix et Sécurité / Education à la Paix et à la Non-Violence (JPS/EPNV)
3. Femme, Paix et Sécurité (FPS)
4. Election, Démocratie et Bonne Gouvernance (EDBG)
5. Renforcement des capacités et Développement du réseau (RCDR)

MOT DU PCA



C'est un plaisir pour moi de vous présenter le rapport de l'année 2024 de WANEP Sénégal. Plus qu'un outil de communication stratégique sur nos performances en 2024 et les défis à relever, le présent rapport répond à l'obligation de transparence et de rendre compte à tous les membres de notre réseau, à nos partenaires et collaborateurs ainsi qu'à toute la population sénégalaise.

Durant cette année 2024, WANEP Sénégal a travaillé en collaboration avec ses partenaires de mise en œuvre, les services de l'État notamment les Forces de Défense et de Sécurité, la société civile ainsi que les médias au renforcement de la responsabilité dans les processus politiques, au renforcement des capacités des jeunes et des femmes à participer de façon active à la vie politique, et à la promotion d'une gouvernance plus centrée sur les populations.

C'est dans cette perspective que le réseau a proposé des analyses approfondies sur les processus électoraux qui ont eu lieu au cours de l'année 2024. Ces analyses ont participé de façon efficiente à l'atténuation des risques de violence et ont contribué, en conséquence, à une meilleure compréhension des dynamiques politiques et sociales du pays. Tous ces efforts aident, de manière significative, au renforcement de la démocratie participative, et de surcroît, à la construction d'un avenir durable profitable à tous.

Dans sa position avant-gardiste, WANEP Sénégal a relevé à travers ses actions de veille, au cours de cette année, une montée préoccupante, outre du banditisme transfrontalier, des tendances lourdes à même d'affecter les liens sociaux et le vivre ensemble. Des signaux attaquent déjà le vivre ensemble à travers des velléités ethnicistes jamais vécues au Sénégal tandis que d'autres signaux suggèrent un amoindrissement de l'espace libertaire naguère séculaire dans ce beau pays de la Téranga. Il en est de même de la violence notée dans les réseaux sociaux érigés, désormais, en arène de lutte politique aux armes de l'invective et de l'insulte. L'engagement pour la modulation de la pratique politique ennemi du vivre ensemble interpelle l'action de WANEP.

Pour mieux prendre en charge les défis du moment et mener à bien sa mission, WANEP Sénégal voudrait toutefois, s'enhardir au renforcement de l'expertise et les aptitudes des *individus, des organisations et des entreprises dans le secteur de la prévention des conflits et de l'édification de la paix.*

La revue de nos performances en 2024 nous interpelle sur la mobilisation des ressources financières qui parfois s'érige en défi et dicte une résilience permanente.

Je voudrais saluer l'effort continu et concerté des parties prenantes : Conseil d'administration, équipe de terrain et les organisations membres du réseau, qui ont contribué à la réussite des activités de WANEP Sénégal en 2024.

Je ne saurais terminer sans souligner et magnifier la rigueur du travail accompli par notre Coordination nationale : merci à toute l'équipe de professionnels de WANEP Sénégal pour votre engagement à la réalisation de la mission de l'organisation durant cette année.

*En partageant ses réalisations et ses défis de l'année 2024, WANEP Sénégal reste fidèle à ses engagements à établir des partenariats et à travailler en synergie avec les communautés, la société civile et les parties prenantes concernées, pour que, même si le vent souffle très fort à le faire tanguer, que **sunugaal** ne se renverse jamais.*

MESSAGE DU COORDONATEUR NATIONAL



J'éprouve une grande fierté au moment de publier ce rapport annuel retraçant les activités de WANEP Sénégal pour l'année 2024. Une année très riche en événements et en leçons apprises.

Je voudrais alors, au nom du Conseil d'Administration et du staff de WANEP Sénégal, exprimer ma profonde reconnaissance et gratitude à tous ceux qui ont fait confiance à WANEP Sénégal en soutenant financièrement, techniquement et matériellement son travail d'édification et de consolidation de la Paix.

WANEP Sénégal, tout comme les organisations dites de la société civile, n'a pas un « champs » à lui ; il « laboure » dans le « champ » de l'État. Ainsi donc, tout ce que WANEP fait, c'est en participation aux efforts de l'État en tant que garant de la paix, de la liberté, de la sécurité et du développement individuel et collectif. Nous lui renouvelons toute notre gratitude pour tout son soutien.

À tous nos partenaires, nous renouvelons notre engagement et notre détermination à ne ménager aucun effort pour toujours mériter cette confiance placée en WANEP Sénégal, à travers un travail toujours bien fait et amélioré et par une bonne reddition des comptes.

Je voudrais terminer par remercier WANEP Régional, le Conseil d'administration et tout le staff de WANEP Sénégal. D'année en année, WANEP Sénégal se bonifie grâce à votre soutien, votre engagement et votre abnégation. Grâce à la synergie de tous nos efforts, nous continuerons à relever d'autres défis. Ensemble et chaque jour, continuons à tisser des relations pour la Paix.

INTRODUCTION

L'année 2024 a été une année riche en activités et en réalisations. Notre objectif a toujours été de consolider les acquis des années précédentes en matière de paix, de sécurité, de participation citoyenne et de bonne gouvernance.

Ce rapport annuel fait le point des activités réalisées dans le cadre des différents programmes de WANEP Sénégal cités un peu plus haut dans le document. Des activités qui lui ont valu satisfaction et reconnaissance des autorités sénégalaises et des partenaires techniques et financiers. WANEP Sénégal accorde de l'importance à la poursuite de sa noble mission qui est de contribuer au développement des mécanismes efficaces de collaboration entre acteurs pour la promotion de la culture de la paix, et de la justice sociale, le renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance à travers la participation effective des jeunes et des femmes.

WANEP Sénégal contribue à l'effort de construction d'un espace Ouest Africain intégré, de promotion de la paix, de la sécurité et du dialogue. Un espace où les communautés œuvrent pour des institutions démocratiques et s'engagent au respect des principes de bonne gouvernance ainsi que du développement social inclusif et durable.

NOS REALISATIONS

PROGRAMME ALERTE PRECOCE ET PREVENTION DES CONFLITS

Projet E-MAM (Suivi, Analyse et Atténuation de la Violence Électorale).

Dans son effort permanent de contribuer à la consolidation de la paix au Sénégal, **WANEP Sénégal**, avec le soutien de **l'Union Européenne**, a mis en œuvre un projet intitulé E-MAM dans le cadre de l'élection présidentielle du 25 mars 2024.

L'approche E-MAM basée sur « l'Alerte et la Réponse », est une méthode qui se concentre sur la surveillance électorale et la gestion des violences électorales. Elle repose sur un système d'alerte précoce qui permet de détecter les signes de tensions et de violences politiques avant, pendant et après les élections en vue d'apporter des actions de réponse pour mitiger ces violences.

Ainsi, l'objectif de ce projet était de contribuer à la réduction de la violence et des tensions durant le processus électoral à travers le renforcement des acteurs locaux et nationaux pour des processus électoraux démocratiques et paisibles.

Pour atteindre cet objectif, le projet E-MAM a mis en place plusieurs activités telles que l'identification, la cartographie et la validation des zones à risque, la formulation et la validation des indicateurs de suivi, la formation en gestion des conflits électoraux, la formation des moniteurs, la mise en place d'un groupe national de réponse, la formation et le déploiement des observateurs, l'opérationnalisation d'une salle de veille électorale la veille le jour et le lendemain de l'élection.

En mettant en place des mécanismes de suivi, d'analyse et d'atténuation des risques de violence, le projet EMAM vise à sensibiliser les acteurs politiques, la société civile et la population en général sur l'importance de préserver la paix pendant les périodes électorales. Grâce à une approche participative et inclusive, le projet EMAM encourage la résolution pacifique des conflits, afin de garantir des élections libres, transparentes et apaisées au Sénégal.

1.1- Atelier de pré-validation de la cartographie des zones à risque, des indicateurs et de la matrice des parties prenantes



Dans le cadre du projet de Suivi, Analyse et Atténuation de la Violence électorale au Sénégal, un atelier de pré-validation interne de la Cartographie des Zones à Risque, des Indicateurs et de la Matrice des Parties Prenantes s'est tenu les 12 et 13 octobre 2023 dans les locaux de WANEP- Sénégal. Cet atelier visait à rassembler des personnes ressources pour examiner et valider les résultats préliminaires de la cartographie des zones à risque, des indicateurs pertinents et de la matrice des parties prenantes.

En amont de cette activité, une étude cartographique des zones à risque sur la base des facteurs de risque interne (FRI) et des facteurs de risque externe (FRE) a été réalisée. En effet, cette étude visait à identifier et à analyser les zones présentant un risque élevé, moyen et faible en se basant sur des données historiques, des facteurs socio-économiques et des dynamiques politiques, afin de mieux orienter les interventions et les stratégies de prévention dans le pays. Ainsi, dans un atelier de deux jours, tous les documents tels que la cartographie des zones à risque, les indicateurs et la matrice des parties prenantes ont été présentés à des experts qui ont apporté des amendements avant la validation des documents précités.

WANEP a réalisé plusieurs exercices de cartographies des zones à risque de violence électorale ciblant chacun des 46 départements du pays. En effet, la première cartographie a été finalisée au début du mois d'octobre 2023 soit à 6 mois du scrutin. Elle a été revue en fin janvier 2024 puis le 15 mars 2024 et quelques semaines après le scrutin.

Le tableau ci-dessous présente les résultats ainsi que le niveau de risque moyen calculé à chaque exercice de cartographie.

Périodes des exercices de cartographie	1 ^{er} exercice de cartographie Début octobre 2023	2 ^{ème} exercice de cartographie Fin janvier 2024	3 ^{ème} exercice de cartographie 15 mars 2024	
	Effectifs	Effectifs	Effectifs	Liste des départements concernés
Départements Niveau de Risques	46	46	46	
Très élevé	6	6	6	Dakar, Ziguinchor, Mbacké, Pikine, Mbour, Bignona
Élevé	6	8	7	Keur Massar, Rufisque, Guédiawaye, Saint-Louis, Tivaouane, Kolda, Oussouye
Moyen	9	10	11	Fatick, Goudomp, Thiès, Tambacounda, Kaolack, Kédougou, Saraya, Linguère, Bambey, Louga, Gossass
Faible	12	11	12	Diourbel, Matam, Kébémér, Sédhiou, Guinguinéo, Mbirikilane, Vélingara, Kounghoul, Salémata, Koumpentoum, Goudiry, Médina Yoro Foulah
Très faible	13	11	10	Foundiougne, Niore, Malem Hodar, Kanel, Ranérou, Kaffrine, Bounkiling, Dagana, Bakel, Podor
Risque Moyen National	28.42%	31.64%	30.28%	

L'objectif est d'orienter les interventions et les stratégies de prévention des conflits à travers le pays en concentrant les efforts de suivi sur les zones où les risques sont les plus élevés.

1.2- Atelier de formation sur la gestion des conflits électoraux



En perspective de l'élection présidentielle, une formation en gestion des conflits électoraux et la conception de projets de réponse a été organisée les 16, 17 et 18 octobre 2023 à l'hôtel Fleur de Lys.

La formation a réuni une diversité d'acteurs locaux et nationaux engagés dans les processus électoraux, notamment les organisations de la société civile sélectionnées après un appel à candidature et une évaluation qui ont bénéficié des sous-subsidations pour la mise en œuvre des réponses, les représentants des organismes de gestion des élections (CENA, DGE, CNRA), les Forces de défense et de sécurité...

L'objectif de cette activité était de renforcer les capacités des acteurs locaux et nationaux impliqués dans le processus électoral pour prévenir et

résoudre efficacement les conflits, contribuant ainsi à des élections pacifiques et démocratiques dans le pays.

La formation s'est déroulée sur une période de trois jours, combinant des sessions théoriques, des études de cas et des exercices pratiques. Cette activité a généré plusieurs résultats significatifs dans la mesure où les participants ont acquis de nouvelles compétences et connaissances en matière de gestion des conflits électoraux, renforçant ainsi leur capacité à anticiper, prévenir et gérer les tensions pendant les périodes électorales. Les participants ont eu l'occasion de partager leurs propres expériences et défis en matière de gestion des conflits électoraux, favorisant ainsi l'apprentissage mutuel et l'échange de bonnes pratiques.

Cette activité a été aussi l'occasion pour les participants de valider ou amender les documents de références à savoir la cartographie de zones à risque de violence électorale, la matrice des parties prenantes et les indicateurs de suivi.

1.3- Formation, lancement et réunions périodiques du Groupe National de Réponse à la Violence Electorale

L'atelier de mise en place et de lancement du Groupe National de Réponse à la Violence Electorale (GNVRE) s'est déroulé le 19 octobre 2023 à l'hôtel Fleur de Lys. En effet, pour contribuer à la mitigation des risques de conflits violents dans le cadre du processus électoral de mars 2024, WANEP-Sénégal entendait contribuer à l'organisation d'une élection apaisée avec la mise en place d'un certain nombre de mécanismes dont le Groupe National de Réponses à la Violence Électorale (GNVRE).



Ce comité était une plateforme composée de vingt (20) membres dont les dix (10) ONG/OSC sélectionnées à l'issue de la procédure d'évaluation WODI et dix (10) autres institutions et personnes ressources. Leur mission consistait à analyser les rapports d'alerte ou de situation en vue de proposer des recommandations de réponses rapides pour la prévention et/ou l'atténuation des risques. Pour ce faire, le GNRVE devra tenir plusieurs sessions de travail, afin d'analyser les rapports d'alerte précoce qui lui seront soumis par WANEP Sénégal, sur la base des données collectées par les moniteurs du NEWS.

L'atelier visait donc à créer un cadre de réflexion collective, pluridisciplinaire et multi-acteurs afin de mobiliser des acteurs du processus électoral pour une synergie de réponses coordonnées face aux éventuelles menaces susceptibles de jalonner le processus électoral. Après le lancement officiel du GNVRE, les objectifs, les mandats et les modalités de fonctionnement du groupe ont été présentés puis discutées avant la nomination et l'installation des membres du bureau. De même, la cartographie des zones identifiées comme zones à risque, les indicateurs et la matrice des parties prenantes pour l'élection présidentielle ont été présentés aux participants et des amendements ont été apportés et/ou validés sur les documents précités. A la suite de cela, le groupe de réponse a tenu sa première réunion et proposé un certain nombre de recommandations pour renforcer la prévention et la réponse à la violence électorale.

Ces recommandations sont entre autres :

- Assurer le déploiement des moniteurs communautaires très tôt pour le recueil des données afin d'aider le GNVRE dans l'analyse et la prise d'initiatives de réponses
- Collaborer avec les autorités en charge du processus électoral telles que la CENA pour voir comment ladite instance peut accompagner le GNRVE.
- Elargir le GNVRE en invitant d'autres institutions telles que le CORED, l'Observatoire Nationale pour la Parité et à la Direction de la Justice de Proximité ;
- Prendre en compte la volatilité de la situation dans la définition des zones chaudes ou à risques identifiées (document à stabiliser et à partager) dans le cadre du déroulement des élections présidentielles de 2024 ;
- Respecter les étapes de réévaluation de la cartographie des zones à risques de la violence électorale prévu en amont et aval du scrutin ;
- Adresser très tôt des correspondances à la hiérarchie des FDS pour faciliter leur déplacement et spécifier l'envoi de la même personne pour toutes les réunions du GNVRE si possible.

1.4- Atelier de formation des moniteurs communautaires sur le monitoring de la violence

L'atelier de formation des moniteurs communautaires sur le monitoring de la violence s'est tenu les 22 et 23 octobre 2023 dans locaux de WANEP-Sénégal. Cet atelier avait pour objectif de renforcer les compétences des moniteurs communautaires pour la collecte et la soumission des données sur le système de collecte « senegalelect » pour les initiatives d'analyse et l'atténuation des risques. Au total **Vingt (20) moniteurs**, ont été sélectionnés puis déployés dans les zones à risque, avec pour rôle de faire le suivi, l'observation et le rapportage des informations factuelles et crédibles sur les incidents de violences électorales (élection présidentielle du 25 mars 2024). Ainsi, pendant deux jours, les participants ont



assisté à des séances de formation animées par l'équipe NEWS de WANEP et la délégation du bureau régional. Les thèmes abordés comprenaient, la présentation du projet E-MAM, la compréhension des indicateurs de suivi des risques électoraux, la gestion des risques. Les participants ont également été formés sur la plateforme « senegalelect » qui est leur outil de travail pour la collecte de données et de suivi des cas de violence. Des exercices pratiques sur la soumission des rapports d'incidents et de situations ont permis aux moniteurs de mettre en pratique les notions apprises.

1.5- Atelier de formation sur la gestion des subventions



Dans la mise en œuvre de ce projet, les dix (10) Organisations de la société civile ont été évaluées et sélectionnées pour être membres du GNRVE. Sachant que les actions de réponse sur le terrain doivent être conduites par les OSC du GNVRE, une formation a été organisée le 23 octobre 2023 à l'hôtel Fleur de Lys au profit des comptables et chargés de projets des dix (10) OSC sélectionnées. Ceci entre dans la logique de s'assurer du strict respect des politiques et surtout des procédures financières dans la mise en œuvre des différentes réponses qui seront financées. Ainsi, cette rencontre

était l'occasion pour former les responsables financiers de ces organisations, sur la gestion financière et le processus d'accès et de mise en œuvre des sous-subventions.

1.6- Atelier de formation des formateurs et observateurs

Au regard des enjeux de l'élection présidentielle au Sénégal qui revêtait une importance cruciale pour la démocratie et la stabilité politique du pays, un atelier de formation des formateurs des observateurs a été organisé les 15 et 16 mars 2024, dans le but de renforcer les capacités des formateurs à dispenser une formation de qualité aux observateurs électoraux. Les sessions de formation ont été conçues pour fournir aux formateurs les connaissances, les compétences et les outils nécessaires pour préparer efficacement les observateurs à leur rôle crucial dans le processus électoral.



Ensuite, durant la période du 19 au 21 mars 2024, ces derniers ont formé à leur tour les 158 observateurs qui ont été déployés dans les zones à risques pour surveiller le déroulement du scrutin et rapporter tout incident ou irrégularité. Lors de ces ateliers, un large éventail de sujets pertinents a été abordé pour permettre aux observateurs de mener leur mission d'observation de manière professionnelle et impartiale. Cela comprenait les principes de base de l'observation électorale, les grilles d'observation, la gestion des risques d'une observation électorale.

Des études de cas et des simulations ont été utilisées pour illustrer les défis potentiels auxquels les observateurs pourraient être confrontés le jour du scrutin. Cela a permis aux participants de renforcer leurs compétences d'observation et de rapportage.

1.7- Salle de veille électorale



Pour surveiller de près le processus électoral en vue de détecter les irrégularités et de répondre rapidement aux incidents, contribuant ainsi à renforcer la démocratie et l'état de droit, WANEP-Sénégal avec le soutien de l'Union Européenne, a mis en place une salle de veille électorale les 23, 24 et 25 mars 2024 à Novotel. La Cellule de Veille Électorale avait pour rôle de suivre, rapporter, analyser et faciliter des réponses aux menaces de violences électorales afin d'aboutir à une élection présidentielle pacifique. Pour ce faire, ladite cellule a été divisée en cinq (5) sections opérationnelles qui sont :

La chambre de collecte des données : constituée de seize (16) agents collecteurs de données qui avaient pour mission de maintenir le contact permanent avec les observateurs et de suivre les médias crédibles aux fins d'agréger les différentes informations remontant du terrain. Ces agents avaient en charge de localiser, croiser, catégoriser et de livrer des données sommairement traitées pour permettre des analyses sur les risques menaçant la tenue pacifique du scrutin.



La chambre d'analyse : composée sept (7) analystes responsables de l'interprétation des données agrégées et de la proposition de réponses pour traiter les risques et menaces. Leur mission consistait à traiter et analyser les données d'incidents rapportés par les observateurs sur le terrain afin de fournir des informations pertinentes et exploitables pour les parties prenantes impliquées dans le processus électoral.



La chambre de décision : regroupe sept (7) éminentes et influentes personnalités capables d'utiliser leur charisme, relations et carnets d'adresses pour obtenir des réponses positives aux menaces identifiées. Elles sont impliquées dans la conduite d'initiatives rapides de diplomatie préventive et de facilitation de dialogue lorsque que les besoins se font sentir sur le terrain pour apaiser d'éventuelles tensions.

La chambre de communication était composée de trois (03) journalistes chargés de diffuser les informations produites par la salle de veille électorale aux différentes parties prenantes, y compris les médias, les observateurs internationaux, les autorités électorales et le grand public. Cela peut inclure la publication de communiqués de presse, l'utilisation des médias sociaux et d'autres canaux de communication.



Par ailleurs, il est à noter une chambre de fact-checking qui avait pour rôle de vérifier la véracité des informations, des déclarations et affirmations liées au scrutin. Pendant ces trois jours, de hautes autorités venues des institutions nationales, des organismes internationaux et représentations diplomatiques ont visité et magnifié le dispositif mis en place par WANEP-Sénégal dans le cadre du projet EMAM.

La Chambre de Fact-Checking : Grâce au partenariat avec **CJID (Centre For Journalism Innovation & Development)**, la Salle de veille a disposé d'une chambre de vérification des faits, chargée d'attester la véracité de toutes les informations relatives à l'élection qui circulent et parviennent à la cellule de veille.



Le dispositif du projet d'analyse, de monitoring et de mitigation de la violence électorale (E- MAM) a été activé deux fois de suite durant cette année pour accompagner les processus électoraux de l'élection présidentielle de mars et les élections législatives anticipées de 17 novembre. Dans la dynamique des activités du dispositif E-MAM de ces deux élections, la tenue d'une salle de situation électorale de trois (3) jours avant, pendant et le lendemain du scrutin, a fait partie des actions phares de ce projet et a valu à WANEP Sénégal les félicitations des autorités, particulièrement des FDS et des partenaires. Ainsi, malgré les multiples soubresauts que le pays a connu de 2021 à 2024, les deux élections ont néanmoins été relativement

calmes, justes, transparentes et les résultats incontestés.

Projet de « Promotion du dialogue et d'initiatives de réponses concertées contre l'escalade de violence pré-électorale dans des régions à risque du Sénégal ».



Dans le cadre du projet « Promotion du dialogue et d'initiatives de réponses concertées contre l'escalade de violence pré-électorale dans des régions à risque du Sénégal », WANEP-Sénégal, avec le soutien du PNUD, a organisé un atelier d'évaluation et de capitalisation des dialogues inter et intracommunautaires, le 20 juin 2024 à l'hôtel Fleur de Lys, Plateau.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du programme de « renforcement de la cohésion sociale et de la prévention des conflits au Sénégal » du Programme des Nations Unies de Développement (PNUD), visant à promouvoir, d'une part, la cohésion sociale et à prévenir les conflits au Sénégal et, d'autre part, à consolider les acquis du pays en matière de cohésion sociale et de paix.

Il a rassemblé des acteurs locaux, des représentants des communautés, des décideurs politiques, ainsi que des partenaires nationaux et internationaux pour partager les résultats des dialogues inter et intracommunautaires et évaluer leurs impacts sur la cohésion sociale. Il s'agissait aussi d'ouvrir les perspectives d'actions à mener pour poursuivre l'accompagnement du processus politique sénégalais ainsi que pour apporter des pistes de réflexion pour une meilleure cohésion sociale. Le projet avait ciblé les communes de Keur Massar, Pikine, Guédiawaye, Grand-Yoff, Fass-Colobane- Gueule-Tapée, Bignona, Ziguinchor, Saint Louis et Richard-Toll. Le choix porté sur ces localités n'est pas fortuit, car durant la période pré-électorale, précisément lors des manifestations de mai et juin 2023, ces dernières étaient parmi les plus touchées par les violences.



Les recommandations issues de cette rencontre :

Les acteurs politiques

- Agir sur le politique (leaders politiques) en mettant en place des programmes d'accompagnement en renforcement de capacités des partis politiques dans le long terme pour un bon vivre ensemble et la stabilité du pays ;
- Réformer les organes de gestion des élections en mettant des hommes neutres dans l'administration électorale.

Les leaders religieux

- Inviter les leaders religieux (Imam, prêtre) de toutes les régions à une formation pour renforcer leur communication sur la paix et la cohésion sociale ;

- *Mener plus d'activités dans les milieux religieux pour y véhiculer des messages de prévention de la violence en général.*

Les médias

- *Mener plus d'activités d'éducation, d'information et de sensibilisation dans les espaces médiatiques en abordant les questions légales et les sanctions encourues en cas de déviance.*

Au niveau communautaire

- *Renforcer les capacités institutionnelles des Organisations Communautaires de Base pour pouvoir capter des fonds et mener des programmes de renforcement de la résilience et de la cohésion sociale ;*
- **Initier beaucoup plus d'activités dans les espaces de jeunes (Association Sportive et Culturelle, école...) pour la formation de citoyens modèles ;**
- **Sensibiliser les écuries de lutte sur leur implication dans la pacification de l'espace public ;**
- **Pérenniser les dialogues communautaires avec toutes les parties prenantes en dehors de la période électorale notamment dans les conseils de quartier ;**
- **Renforcer les mécanismes communautaires et mettre en place des dispositifs locaux de promotion de la paix ;**
- **Renforcer les capacités des femmes en technique de communication, prise de parole en public, confiance en soi et sur leurs droits et devoirs pour rehausser le leadership féminin ;**
- **Mettre en place des plans d'action pour huiler les relations entre les FDS et les Jakarta-men**

PROGRAMME FEMME, PAIX ET SECURITE

Co-organisation et participation de l'équipe du programme FPS au webinaire du Centre Autrichien pour la Paix sur le GAP SENDAI.

Le programme Femme, Paix et Sécurité s'inscrit *dans une dynamique de renforcement de capacités des femmes et des filles à influencer et à fournir des espaces de dialogue afin de contribuer efficacement à la consolidation de la paix et de sécurité. C'est dans ce cadre que WANEP Sénégal, à travers le programme FPS, a contribué à l'organisation du webinaire du Centre Autrichien pour la Paix sur le GAP SENDAI. Ce webinaire est l'une des séries de webinaire sur le Plan d'Action pour l'Égalité de Genre visant à soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (GAP Sendai).*

L'objectif de ce programme est de contribuer à l'identification de stratégies spécifiques sur la façon de mettre en œuvre le PAG (Plan d'Action axé sur la dimension Genre) au niveau local et de créer un espace d'apprentissage par les pairs pour les professionnels déjà impliqués dans la réduction des risques de catastrophes. La mise en œuvre de cette activité va dans le sens du soutien au renforcement des interventions en matière de gestion des risques de catastrophe et de l'accompagnement de l'exécution du plan d'action national (PAN) sur la R1325.

Coanimation de session de causerie du YMCA à la MAC (maison d'arrêt et de correction) des femmes de Rufisque.

L'équipe de WANEP Sénégal a aussi accompagné son partenaire YMCA membre du réseau pour une visite à la MAC (Maison d'arrêt et de correction) des femmes de Rufisque. Cette activité avait pour objectif de tenir des causeries et des actions de soutien aux pensionnaires. WANEP Sénégal dans le cadre de cette activité a fait une présentation sur la communication non violente.

Il en a profité pour présenter le WANEP et ses programmes. Des échanges sur les notions de la violence, la communication non violente, la prévention et la gestion des conflits ont été initié avec les pensionnaires qui à la fin des présentations ont émis le souhait que cette activité s'inscrive dans la continuité pour aussi former le personnel pénitencier sur ces concepts pour améliorer la qualité de leurs rapports entre les pensionnaires et les agents pénitenciers et une meilleure sensibilité de leur condition de femme dans la prise en charge de leurs besoins.

Animation de panel sur la prévention des conflits pour l'atelier des volontaires des NU organisé par le PNUD.

L'équipe a aussi été invitée à participer à l'atelier des Volontaires des Nations Unies pour « la Promotion de l'inclusion sociale des personnes vivant avec un handicap et la formation en prévention des conflits pour les jeunes et les femmes à travers le volontariat au Sénégal » organisé par le PNUD.

L'objectif de cette activité était de développer et mettre en œuvre des initiatives intégrées qui encouragent l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap à travers le volontariat des nations unies, et d'offrir une formation en prévention des conflits destinée aux jeunes et aux femmes vivant avec un handicap. Ainsi, WANEP Sénégal, à travers un panel, a partagé ses connaissances en matière de prévention et de gestion des conflits.

A l'issu de ce panel, des propositions ont été formulées par les participantes notamment avoir un programme de formation des volontaires des Nations Unies sur les concepts de la gestion des conflits pour leur permettre de contribuer de façon effective aux initiatives de médiation et de plaider pour une meilleure prise en compte de leurs besoins spécifiques.

Animation de panel de l'atelier du PARI et CARITAS sur la Paix



La chargée de programme FPS de WANEP Sénégal a animé un panel de partage d'expérience dans la gestion des conflits à l'atelier intitulé « Paix et Dialogue des Cultures » du Point d'Accueil pour les Réfugiés et Immigrés (PARI) avec CARITAS - Dakar qui continue de mener ses activités en faveur de la Promotion des Droits des Migrants, Réfugiés et Demandeurs d'asile à travers le Projet « Éducation Formation et Sensibilisation les migrants au Sénégal » « PEDFORSE ».

En effet, la responsable de programme de WANEP est largement revenue sur les notions telles que la Paix, la culture de la paix et l'éducation à la paix et à la non-violence, pour signifier que les interactions que nous avons avec nos semblables devraient toujours mettre en avant l'intérêt commun et non l'égoïsme. Elle a aussi longuement échangé avec les participants sur l'importance de la résolution pacifique des conflits et sur la pertinence des différents axes et domaines d'intervention de WANEP. Les participants issus de milieux conflictuels ont beaucoup apprécié ces moments d'échange et de partage de vécus et d'expériences qui, en quelque sorte, leur permettent de se libérer de leurs « fantômes de la guerre » et de continuer à croire à un avenir meilleur. Malgré leur début d'asile difficile, ils se contentent et profitent de ce havre de paix que leur offre le Sénégal et commencent à mener une vie normale et stable, loin des bruits et crépitements d'armes et de sévices inhumains et dégradants.

Participation à l'atelier de formation de la CEDEAO et du GIZ sur le renseignement du cadre continental de résultat.



La responsable du programme FPS a participé à l'atelier de formation et de renforcement des capacités des parties prenantes nationales et des points focaux FPS du Liberia, de la Gambie et du Sénégal sur le Cadre continental de résultats (CRF) pour le suivi et l'établissement de rapports sur le programme sur les femmes, la paix et la sécurité pour le Sénégal. L'équipe du programme FPS de WANEP Sénégal a été reconnue comme faisant partie des quelques rares contributeurs pour le renseignement des rapports au Sénégal.

C'est ainsi que, lors des travaux de groupe, WANEP a mis en exergue son expérience dans le renseignement du rapport à travers ses réalisations et celles de ses quo-équipiers et ce travail a servi de support de base pour les autres organisations. En outre, toujours dans le cadre de cette atelier, WANEP a contribué de manière significative à la formulation de l'ébauche de plan d'actions

d'accompagnement dans le renforcement du positionnement des OSC de femmes demandé par les partenaires techniques et financiers.

Le monitoring et la capitalisation des acquis en matière de participation des femmes et de l'égalité de genre restent capitaux dans la mesure où cela peut servir comme tableau de bord pour mesurer les progressions et avancées notées dans l'agenda FPS. Néanmoins, ce travail ne peut se faire par un seul acteur, mais doit être calibré sur une envergure nationale pour plus de résultats, d'où la nécessité d'impliquer plusieurs acteurs au niveau hiérarchique.

Cette initiative financée par la GIZ, en partenariat avec le département Genre de la CEDEAO, a été d'une importance capitale pour les praticiens de l'agenda FPS dans la mesure où elle a permis aux acteurs de comprendre l'intérêt et les enjeux de la participation à l'établissement des rapports du Cadre continental de résultats (CRF) qui contribue à rehausser l'image et la place de nos pays en matière de progression sur l'agenda FPS.

Projet « Sentinelles des résolutions Femmes, Paix et sécurité et de la cohésion sociale ».



Dans le cadre de la relance des activités du projet « Sentinelles des résolutions Femmes, Paix et sécurité et de la cohésion sociale », initié en mars 2021 et coordonné par l'ONG PARTNERS WEST AFRICA au nom d'un consortium regroupant des OSC féminines de l'Afrique de l'ouest et du sahel dont WANEP Sénégal est membre, le programme FPS a été désigné pour participer au panel de la table ronde sur « l'Actualité de la participation politique des femmes dans l'espace CEDEAO et le Sahel : Quel bilan ? ».

L'objectif de l'activité s'inscrivait dans le cadre d'un atelier régional de plaidoyer et de partage sur le thème « Les sentinelles avec les « he for she » pour renforcer/consolider les droits des femmes à l'égard des femmes et des enfants pour la paix et la cohésion sociale ». L'un des résultats attendus de l'activité était de faire un état des lieux sur la participation des femmes aux processus politiques, de paix et de sécurité dans chaque pays. L'analyse générale des panelistes tire des conclusions peu reluisantes notamment un recul du positionnement des femmes dans la sous-région en général, ces trois (3) dernières années. Cette rencontre était aussi l'occasion pour les OCS ouest-africaines de se solidariser avec celles de la Gambie pour faire une déclaration de plaidoyer pour s'indigner et dénoncer le vote à l'Assemblée nationale gambienne du projet de loi autorisant l'excision des femmes notamment les mutilations génitales féminines. Cette déclaration transmise aux plus hautes autorités étatiques de la Gambie par le billet de Madame la ministre de la femme, et tant d'autres actions, ont porté des fruits car le projet de loi en question a été rejeté par les parlementaires à majorité hommes et qui sont sensibles à la cause des femmes et des filles.

Les Recommandations : Avec le constat selon lequel les avancées restent timides et fragiles, nous recommandons :



- L'adoption d'une nouvelle Résolution, par la CEDEAO, l'Union Africaine (UA) et les Nations Unies (NU), qui prend en compte les besoins des femmes et des jeunes qui vivent dans des régimes liberticides/autoritaires ;
- Que nous, hommes et femmes, devons accepter nos différences tout en collaborant et harmonisant nos actions ;
- La vulgarisation de la 2250 surtout son pilier 5 qui promeut la réintégration significative des jeunes femmes et hommes directement impliqués dans un conflit armé ; et de travailler à la notion de la paix positive y inclus la paix intérieure ;
- De mener des études sur l'émergence des leaders féminins en Amérique Latine pour en tirer les leçons et promouvoir les leaders femmes de l'espace Afrique de l'Ouest et Sahel pour s'en inspirer afin de faire naître une masse critique de leaders féminins dans toutes les sphères de la société ;
- *De renforcer les capacités des femmes sur les instruments juridiques et leurs droits, et renforcer les capacités des femmes à faire le suivi de la mise en œuvre des textes ratifiés et des engagements ;*
- *De mener une étude sur l'impact qualitatif de la 1325 et connexes sur les citoyens ;*
- *De faciliter l'accès des nouvelles technologies (NT) aux jeunes et aux femmes, car les NT leur offrent une multitude d'opportunités ;*
- *De prendre des mesures de prévention et de lutte contre la cybercriminalité et toutes formes de cyberviolence à l'endroit des femmes et des enfants ;*
- *De mener des actions d'éducation des jeunes et des femmes sur une utilisation responsable et citoyenne des NT et d'entreprendre des programmes de renforcement de capacité des femmes et des jeunes sur l'extrémisme violent et la radicalisation.*

PROGRAMME JEUNESSE, PAIX ET SECURITE

Consultation nationale sur l'agenda jeunesse, paix et sécurité du 11 au 13 juin 2024 à Ziguinchor.



WANEP Sénégal accorde une place importante aux jeunes sur les questions de gouvernance, de paix et de sécurité. Cela se traduit par la participation à la Consultation nationale sur l'agenda jeunesse, paix et sécurité de l'équipe composée de la chargée de programme jeunesse, paix et sécurité et du coordonnateur du réseau youth for peace de WANEP Sénégal. Cette activité a eu lieu du 11 au 13 juin à Ziguinchor.

Cet événement, organisé par le ministère de la jeunesse, des sports et de la culture et le Programme des Nations Unies pour le développement, a réuni pendant 3 jours une

centaine de participants issus des ministères, de la société civile, des organisations de jeunesse, de leaders religieux et coutumiers, partenaires techniques et financiers. L'objectif de l'activité était de faciliter l'inclusion, l'engagement et la participation active des jeunes Sénégalais dans toutes les problématiques en lien avec la paix et la sécurité au Sénégal.

Résultats de l'activité

Les efforts et la contribution du programme JPS à la consolidation de l'agenda de la jeunesse ont été reconnus grâce à la présentation de l'équipe de WANEP qui a animé un panel qui leur a permis de partager sur toutes les initiatives du programme JPS de WANEP Sénégal sur l'agenda JPS. Une déclaration de Ziguinchor a été rédigée à la fin de ces trois jours de travail intense avec les parties prenantes. Ce document sera utilisé pour faire le plaidoyer auprès des autorités compétentes pour un soutien à l'élaboration d'un plan national jeunesse, paix, sécurité au Sénégal et avec comme recommandations :

RECOMMANDATIONS

PILIER 1 : LA PARTICIPATION

1. *Mettre en place un cadre inclusif de formation et d'encadrement des jeunes sur le leadership et la promotion de la paix*
2. Intégrer dans les curricula de formation et d'éducation les concepts paix sécurité et développement durable
3. Adapter les offres de formation aux besoins et potentialités des terroirs et du marché de l'emploi
4. Voter une loi d'orientation sur la politique de jeunesse (Jeunesse, Paix et Sécurité)
5. Rationaliser et renforcer les mécanismes d'autonomisation au profit des jeunes
6. Créer un cadre de dialogue entre jeunes
7. Mettre en place l'académie national Jeunesse Paix et Sécurité
8. Faciliter l'accès aux infrastructures socio-culturelles, sportives et éducatives adaptées aux cibles dans une démarche inclusive
9. Mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation de la participation des jeunes dans la mise en œuvre de l'Agenda Jeunesse Paix et Sécurité
10. Mettre en place un observatoire indépendant de l'Agenda Jeunesse Paix et Sécurité et composé des Jeunes, de l'Etat et des PTF
11. Mettre en place des réseaux de mentors (Alumni de l'académie JPS) pour assurer la relève pour une participation effective des jeunes

PILIER 2 : LA PROTECTION

1. Promouvoir l'entreprenariat chez les jeunes
2. Faciliter aux jeunes l'accès à la terre et aux facteurs de production
3. Mettre en place des politiques de réinsertion et d'accompagnement des jeunes vulnérables
4. Redynamiser les structures et cadres de prise en charge des jeunes en situation de vulnérabilité
5. Installer et renforcer les comités de veille et d'alerte
6. Renforcer la collaboration entre les jeunes et les Forces de défense et de sécurité (FDS) pour une meilleure cohésion sociale
7. Faciliter l'accès à d'état civil aux jeunes
8. Favoriser la Communication pour un Changement de Comportement (CCC)
9. Accélérer le processus d'implantation des Maisons de Jeunesse et de Citoyenneté et aussi le CCA (Centre de Conseil pour Ado)

10. Renforcer l'offre de services intégrés en matière de santé de la reproduction des adolescents et des jeunes (SRAJ) et de prise en charge psychosociale, juridique et médicale des Violences basées sur le genre

PILIER 3 : LA PREVENTION

1. Renforcer la sécurité et le contrôle transfrontalier pour prévenir les flux migratoires irréguliers (jeunes)
2. Mettre en place des comités de veille et d'alerte
3. Promouvoir l'éducation à la Paix et à la non-violence à travers les industries créatives et cinématographiques et les contenus en ligne
4. Mise en place de programmes structurels axés sur la création d'opportunités socio-économiques pour les jeunes
5. Renforcer l'accès inclusif des ado-jeunes aux services sociaux de base

PILIER 4 : LE PARTENARIAT

1. Appuyer le processus d'identification des initiatives et parties prenantes évoluant dans le domaine de la paix et de la sécurité
2. Soutenir une synergie des réseaux de jeunes et des parties prenantes pour la paix et la sécurité
3. Mobiliser les ressources financières, techniques et humaines pour la mise en œuvre de l'Agenda Jeunesse Paix et Sécurité de la Résolution 2250 (2015)
4. Mettre en place un fonds d'appui et d'accompagnement des initiatives des jeunes en matière de paix et sécurité

PILIER 5 : DÉSENGAGEMENT ET LA RÉINTEGRATION

1. Renforcer la cohésion sociale
2. Mettre en place des cadres de dialogue et de concertation
3. Organiser des sessions de dialogues communautaires
4. Renforcer l'équité territoriale dans la répartition des ressources économiques
5. Soutenir les actions de plaidoyer et de réintégration en faveur des jeunes désengagés
6. Appuyer la mise en œuvre des initiatives locales pour un soutien émotionnel et psychosocial des jeunes désengagés et des victimes de violences (hommes, femmes, enfants)
7. Mettre en place un Fonds de soutien à la formation professionnelle et à la réintégration en faveur des jeunes désengagés
8. Mettre en place des programmes de protection sociale des jeunes (femmes et hommes), enfants, et des personnes handicapées désengagés selon leurs besoins sexo-spécifiques

La Marche silencieuse à Mbour (Thiès) pour lutter contre l'émigration irrégulière



Après les événements malheureux du naufrage aux larges de Mbour de la pirogue des migrants annoncé par la marine nationale le dimanche 08 septembre 2024, (<https://www.infomigrants.net/fr/post/59736/senegal--au-moins-26-morts-et-des-dizaines-de-disparus-au-large-de-mbour>), une plateforme de jeunes s'est érigée en soutien aux victimes et la date du 21 septembre 2024 coïncidant avec la Journée Internationale de la Paix leur a servi d'occasion pour manifester leur désarroi et leur frustration par rapport à ce phénomène.

Le réseau youth4peace s'est joint à la plateforme pour participer à cette marche silencieuse à Mbour (dans la région de Thiès) pour lutter contre l'émigration irrégulière. L'objectif de cette activité était de lutter contre l'émigration irrégulière en sensibilisant les populations de Mbour sur ses conséquences.

Résultats de l'activité :

Des centaines de jeunes ont montré leurs engagements à lutter contre le phénomène. Des pancartes ont été brandies contenant des messages de dissuasion et de lutte contre l'émigration irrégulière. Ces messages serviront à la prise de conscience collective du danger lié au phénomène de l'immigration irrégulière.



Célébration de la journée internationale de la Jeunesse



Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la jeunesse, célébrée le 12 août partout dans le monde, WANEP Régional a programmé la célébration de cette journée par WANEP Sénégal pour le 23 août 2024. C'est dans cette optique que JPS, à travers le programme Youth for Peace, a organisé un renforcement des capacités des jeunes éclaireuses et éclaireurs du Sénégal (EEDS) sur les thématiques de la paix et de la sécurité. Une causerie a également été organisée autour du thème de cette année : « Des clics au progrès, les voies numériques des jeunes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest ». Ces activités se sont tenues à la Place de la Nation. Ce fut une journée de partage riche en enseignements, avec pour objectif

général de donner aux jeunes les moyens de promouvoir la paix et de gérer les conflits, tant au niveau personnel que communautaire.

Participation citoyenne des jeunes dans les politiques publiques



Le mercredi 13 novembre 2024, le Réseau Youth4Peace Sénégal a pris part à une session de travail cruciale à la Plateforme des Acteurs Non Étatiques, dédiée à l'élaboration du Nouveau Programme National de Développement de la Jeunesse [PNDJ 2025-2029] sous l'égide de la Direction Générale de la Jeunesse. Cette rencontre a marqué un tournant décisif dans l'approche participative des politiques jeunesse au Sénégal, notamment en parfaite harmonie avec la vision «Sénégal 2050», qui place la jeunesse au cœur du développement territorial.

Points clés abordés :

- Mécanismes innovants : Mise en place pour une participation efficace des jeunes ;
- Valorisation des compétences : À l'échelle territoriale ;
- Approche inclusive : À travers 3 ateliers thématiques ;
- Coordination interministérielle : Pour une meilleure efficacité ;
- Document participatif : Élaboration d'un outil collectif ;

Youth4Peace Sénégal demeure engagé pour une jeunesse qui est actrice de transformation, et non simplement bénéficiaire des programmes.

PROGRAMME DEMOCRATIE ET BONNE GOUVERNANCE

Projet améliorer la sécurité au Sénégal : entre Gouvernance du Secteur de la Sécurité (GSS) et la participation citoyenne dans la sécurité.



Dans le cadre de renforcement de la sécurité collaborative, Du 29 au 30 mai 2024 s'est tenu, à Kolda, le premier atelier inter-régional sur la sécurité collaborative de la zone Sud du Sénégal, organisé par l'Institut des États-Unis pour la Paix (USIP) et ses partenaires de mise en œuvre, WANEP-Sénégal et la Dynamique de Paix en Casamance (DPC), en collaboration avec la Direction Générale de l'Administration Territoriale (DGAT) du Ministère de l'Intérieur et soutenu par le Bureau international chargé de la lutte contre les stupéfiants et de l'application des lois (INL) du département d'État américain.

L'objectif de l'atelier était de poser les bases pour la mise en place d'un cadre interrégional sur la sécurité collaborative de la zone Sud, sous la coordination du gouverneur de Kolda. L'approche de l'USIP, sous l'impulsion de la DGAT, est de mettre les régions au cœur du processus de la gouvernance sécuritaire afin d'aboutir à un cadre de sécurité collaborative multi acteur et inclusif au niveau national.

La rencontre était marquée par la présence d'une centaine d'acteurs de la sécurité et de la société civile issus des régions de Ziguinchor, Kolda, Sédhiou et de la Guinée Bissau dont les trois (3) gouverneurs de régions du Sénégal, deux (2) gouverneurs de Guinée Bissau, les Forces de Défense et de Sécurité, acteurs de la société civile, préfets et sous-préfets, élus locaux, organisations communautaires de bases des trois (3) régions. Ils ont pu réfléchir sur les défis sécuritaires propres à chaque région et les problèmes transfrontaliers, ont proposé des solutions durables dans l'esprit de la sécurité collaborative.

Résultats de l'Atelier :

- Les acteurs ont une vision plus claire de la sécurité collaborative et de leur rôle dans la gouvernance de la sécurité ainsi que dans la prise en charge des problèmes sécuritaires ;
- En se réunissant pour l'atelier, les autorités du Sénégal et de la Guinée Bissau ont renforcé davantage leur collaboration dans la gestion des questions transfrontalières en échangeant directement avec les acteurs et ont renforcé leurs relations ;
- Les acteurs ont pu améliorer leurs perceptions des FDS, mais surtout découvrir une gendarmerie plus proche de la population ; qui développe ses pratiques de sécurité collaborative et de police de proximité en Casamance ;
- Un diagnostic des défis sécuritaires, pistes de solution et besoins de coordination contextualisés pour chaque région a été établi ;
- Des engagements forts ont été pris par le président de la commission défense et sécurité de l'Assemblée nationale à soutenir le processus d'institutionnalisation de la sécurité collaborative.

Les participants, à l'unanimité et à travers les différentes discussions, ont recommandé :

- *La création de cadres régionaux et d'un cadre inter-régional pour la sécurité collaborative dans la zone sud.*
- La formalisation sur le plan légal et administratif de ces cadres.
- La promotion d'un cadre juridique harmonisé sur la sécurité collaborative.
- La création de cadres de collaboration entre communes transfrontalières.
- L'institutionnalisation d'un cadre de sécurité collaborative et de comités au niveau national et le renforcement de capacités des acteurs de ces cadres sur la sécurité.
- L'extension des initiatives de sécurité collaborative dans les pays limitrophes.
- L'organisation de rencontres trimestrielles ou semestrielles au niveau régional et interrégional de partage d'expérience, de réflexion et d'action à partir des cadres régionaux.
- Le renforcement des patrouilles mixtes au niveau des zones frontalières.
- Le respect des lois et règlements de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes et des biens.
- Le renforcement de la contribution des populations à la collecte de renseignements qui permettent la prévention et l'anticipation des menaces sécuritaires.



Visites des autorités et des forces de défense et de sécurité dans la zone Est du Sénégal (Kédougou, Tambacounda et Kafrine)



USIP et ses partenaires de mise en œuvre, WANEP/SENEGAL et Dynamique de Paix en Casamance (DPC), ont organisé des visites d'échange à Kédougou, Tambacounda et Kafrine, du 26 au 20 août 2024, auprès des autorités administratives et sécuritaires. Cette visite a été l'occasion de présenter le JSD aux autorités et de solliciter leur soutien, adhésion et recommandations pour les activités à venir. La visite avait également pour objectif de présenter les acquis du JSD, les résultats

phares et les leçons apprises, afin de solliciter un appui institutionnel pour la mise en œuvre effective de telles initiatives de sécurité collaborative dans cette zone.

Résultats des visites :

Les consultations des autorités et FDS de Kédougou, Tamba et Kafrine ont permis à l'équipe projet du JSD de mieux comprendre les enjeux sécuritaires de ces trois localités. L'équipe n'a pas pu rencontrer le gouverneur de Kafrine qui a été installé le 30 août 2024. Lors de cette visite, il est apparu que ces régions avaient des défis sécuritaires similaires et l'équipe a senti une forte adhésion de la plupart des autorités rencontrées aux concepts du JSD et aux objectifs de mise en place des mécanismes régionaux et inter-régionaux de sécurité collaboratives. Selon elles, il urge de renforcer l'implication et la participation des populations dans la gestion de la sécurité dans cette partie du pays qui est frontalière avec des pays qui sont sous la menace du terrorisme.



Les recommandations les plus importantes lors de ces visites étaient :

- De consulter les autorités du département Bakel, une zone avec beaucoup de défis sécuritaires urgents.
- D'intégrer les maires des différentes régions dans ce processus car ils jouent un rôle de maintien de l'ordre dans leurs localités.
- De renforcer la formation des FDS et des communautés sur les questions de sécurité collaborative.
- D'intégrer la question des accidents de motos dans les futurs plans d'actions.
- De partager l'expérience de Goudomp et de Guédiawaye ainsi que les questions de sécurité collaborative dans les écoles de formation des FDS.



Le renforcement de la collaboration entre la population et les forces de sécurité pour une prévention efficace de de l'extrémisme violent dans le département de Saraya (Kédougou).

Etant une organisation qui travaille pour l'édification de la paix et de ses déterminants à travers des mécanismes efficaces de collaboration entre acteurs, Wanep-Sénégal avec le soutien de la fondation Friedrich Ebert (bureau paix et sécurité centre de compétence Afrique Subsaharienne) a mis en œuvre un projet qui promeut la « sécurité collaborative ». Ce projet intitulé « DEMARCHE DE POLICE DE PROXIMITE COMME MOYEN DE PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT » avait comme objectif principal le renforcement de la collaboration entre la population et les forces de sécurité pour une prévention efficace de de l'extrémisme violent dans le département de Saraya (Kédougou).

La région de Kédougou qui est située à l'extrême sud-est du Sénégal et bordée par la région de Tambacounda à l'ouest et au nord, par le Mali à l'est, et par la Guinée au sud est une localité à fort enjeux sécuritaires. Cela peut se justifier par sa position géographique (région frontalière avec le Mali et la Guinée), mais aussi par la richesse de son sous-sol (ressources minières) qui fait d'elle une région très attractive.

Tenant compte de ces caractéristiques, en plus d'une analyse de la situation sécuritaire, le projet précité a été exécuté de façon séquentielle dans le département de Saraya (Kédougou) depuis 2021. C'est ainsi que plusieurs activités ont été menées en conformité avec les objectifs spécifiques du projet.

En effet, la phase 1 avait comme objectif d'accompagner les efforts des communautés dans l'identification des menaces afin de renforcer leur résilience locale face à l'extrémisme violent ; pour ce qui est de la phase 2, elle regroupait deux objectifs que sont : entreprendre des missions conjointes d'évaluation de la gouvernance sécuritaire locale pour renforcer les mécanismes communautaires de protection et opérationnaliser les systèmes locaux d'alerte précoce ainsi que le renforcement de capacités des Forces de Sécurité pour qu'elles soient proactives et sensibles aux besoins des citoyens.

Enfin, la phase 3 quant à elle, avait pour objectif de mettre en place une plateforme de coordination de l'action sécuritaire pour soutenir les stratégies de police de proximité orientées vers la lutte contre l'extrémisme violent. Pour l'atteinte de l'objectif qui a été défini pour la phase 3, différentes activités ont été déroulées. Ces activités se sont articulées autour de l'installation des comités citoyens sécuritaires (CCS) et l'identification d'actions pilotes, la mise en œuvre des actions pilotes, et en fin l'évaluation des actions pilotes et l'examen du système d'alerte précoce pour la prévention de l'extrémisme violent.

Du 06 au 11 mai 2024, il était question de démarrer cette dernière étape par l'installation des comités citoyens sécuritaires (CCS) dans chaque commune du département de Saraya. Pour rappel, la mise en place d'un système local d'alerte précoce (en février 2023) avec neuf (9) moniteurs communautaires, a précédé ces activités d'installation des CCS, qui sont une suite logique pour la mise en place d'une plateforme de coordination de l'action sécuritaire en vue de soutenir les différentes stratégies de police de proximité pour la prévention de l'extrémisme violent dans la zone cible.

Six (6) ateliers ont été fait dans plusieurs localités (Saraya, Missira sirimana, Médina baffé, Sabodala, Khossanto, Bembou), pour non seulement procéder à l'installation des CCS mais aussi pour identifier des actions pilotes pour chaque commune cible en réponse aux besoins de protection des populations locales. Les points qui ont été développés durant les ateliers sont les principes de police de proximité, c'est quoi un comité citoyen sécuritaire ainsi que l'explication d'une action pilote.

Pour chaque atelier, avant le développement des points ci-dessus, un discours d'ouverture se faisait par le maire de la localité ou son représentant, suivi d'un mot du coordonnateur de Wanep-Sénégal et d'une présentation des grandes lignes du projet pour informer les participants de l'évolution du projet depuis la première phase. La mise en place de la plateforme de coordination de l'action sécuritaire dans le cadre du projet représente le dernier objectif spécifique. A cet effet, il a été matérialisé par la formalisation du système d'alerte précoce locale pour la prévention de l'extrémisme violent, en plus de l'installation des différents CCS dans les communes du département de Saraya.

Dans une logique de prévention de l'extrémisme violent à travers une coproduction de la sécurité caractérisée par une démarche collaborative de « police de proximité », des actions ont été menées pour agir sur les besoins sécuritaires des six communes du département de Saraya. Sachant que pour une première fois, tous les problèmes (défis sécuritaires) identifiés par les CCS ne pouvaient pas être pris en charge, ceux qui ont été désigné prioritaires ont faits l'objet d'actions mis en œuvre sous différents formats (dialogues, causeries, caravanes...) du 20 mai au 07 juin 2024.

Résultats atteints :

Après chaque activité qui a été mis en œuvre dans le cadre de la troisième phase de ce projet, des résultats ont été enregistrés.

Installation des CCS



Les quatre résultats attendus qui avaient été formulés avant le déroulement des ateliers d'installation des CCS ont tous été atteints.

En effet, un comité citoyen sécuritaire (CCS) a été installé dans chaque commune du département de Saraya (Saraya, Missirira sirimana, Médina baffé, Sabodala, Khossanto, Bembou), les maires ou les représentants des maires qui avaient assistés aux ateliers d'installation ont tous pris l'engagement de faire un arrêté municipal portant création du CCS de leur localité, pour permettre à ces cadres d'avoir une reconnaissance

administrative et de durer dans le temps. En plus de ces deux résultats, deux autres ont été noté ; chaque CCS a pu identifier des actions prioritaires qu'il compte dérouler pour contribuer à la prévention de l'extrémisme violent. En fin, tous les membres des différents comités ont pris connaissance de la démarche de police de proximité. En fait, ce renforcement de capacité était l'occasion de montrer aux membres des CCS la nécessité de l'application de la démarche de police de proximité dans la collaboration civilo-militaire, mais aussi le lien qui existe entre cette démarche et le CCS. Ce comité fait partie des instances ou cadres qui matérialisent la police de proximité.

Mise en œuvre des actions pilotes

Concernant la mise en œuvre des actions pilotes qui avaient été choisi par les comités en réponse aux besoins sécuritaires de leurs localités ainsi que pour la prévention de l'extrémisme violent, chaque CCS a décliné les résultats immédiats qu'il a enregistré. Puisque ces actions ont été menées séparément, les résultats vont être présentés ci-dessous par commune.

Saraya :

Pour les dialogues communautaires qui ont été organisés dans le département de Saraya, il faut reconnaître que les activités ont eu des résultats satisfaisants. Des engagements ont été pris de part et d'autre par les participants, surtout les jeunes pour éviter la violence dans toute ses formes. Chacun en ce qui le concerne (notamment les leaders communautaires) a pris la décision de démultiplier les dialogues et la sensibilisation pour un changement de comportement en parlant à son entourage.



Médina Baffé :



Le CCS de la commune de Médina Baffé qui a déroulé trois activités dans trois villages, sous forme de causerie a aussi eu quelques résultats qui ont été structurés comme suit : Au cours de l'activité mise en œuvre dans le village de Médina Baffé par rapport à la déperdition scolaire, le comité a enregistré des interventions montrant la détermination et l'engagement des participants qui ont proposé des solutions qui pourront aider la localité à sortir dans cette situation. Parmi les pistes de solution, il s'agit, entre autres,

de détecter les facteurs troubles de l'apprentissage, d'instituer des cours de soutien, d'insister sur l'encadrement parental (social et éducatif).

Commune de Sabodala

La commune de Sabodala a mis en œuvre ses actions pilotes sous forme de caravane. L'objectif de cette caravane de sensibilisation était d'informer les populations rencontrées sur les conséquences de la dégradation de l'environnement pour les amener à un changement de comportement. Pendant le déroulement de l'activité, nous avons insisté auprès de la population sur la nécessité de préserver l'environnement. Un des participants de Mamakhono a invité notre groupe (CCS) de faire cette activité de sensibilisation toutes les années, en plus de cela, il a promis d'en faire autant dans sa localité. A l'issue de l'activité, les participants ont trouvé cohérent les idées qui ont été développées durant la caravane et ont promis de se joindre à ce travail de sensibilisation pour la protection de l'environnement et pour éviter aussi les feux de brousse. En définitive, les populations rencontrées invitent l'équipe de Wanep-Sénégal d'en faire autant dans toute l'étendue de la commune de Sabodala pour un environnement sain.

Des recommandations ont été faites de la part des populations, notamment l'augmentation du nombre de villages à sensibiliser pour la prochaine fois afin de toucher le maximum de personnes et pouvoir aspirer à un réel changement de comportement. En plus des membres du CCS, veiller à ce qu'un membre de l'équipe de Wanep-Sénégal participe aux activités pour plus de crédibilité et avoir une oreille attentive envers la population.



Commune de Khossanto



La commune de Khossanto a organisé un forum communautaire sur l'identification des étrangers, les problèmes d'état civil et la protection de l'environnement. L'objectif de ce forum était de sensibiliser les participants sur l'importance de l'identification des étrangers et de la protection de l'environnement mais aussi sur la nécessité de la déclaration à l'état civil. Le CCS de Khossanto s'est réuni dans la salle de délibération de la mairie de la localité avec plusieurs participants (leaders communautaire, chef de village, imams, etc). Après avoir ouvert la séance,

l'autorité locale, à l'entame de son propos a salué et remercié l'assistance et a apprécié l'engagement du CCS. Cependant, en donnant la parole aux participants, concernant le premier thème qui est le problème d'enregistrement à l'état civil, il est ressorti qu'il est causé principalement par l'ignorance de la population et surtout le manque d'information. De ce fait, la population n'accorde pas de valeur aux documents d'état civil qui sont indispensables dans la vie d'une personne.

Les participants ont sollicité l'aide du comité et de la mairie pour sensibiliser la population à travers des causeries et le recrutement d'agents de prestation. Sur le plan environnemental, le CCS a abordé la déforestation, les feux de brousse, la dégradation des sols et la coupe des arbres par les éleveurs qui détruisent la nature. De ce fait, le CCS a décidé de mettre en place un comité d'alerte et de veille sur l'environnement en parfaite collaboration avec les FDS pour la protection de l'environnement, la reforestation et le reboisement. Ce comité travaillera aussi sur l'identification des étrangers qui travaillent en brousse, cette identification se fera en collaboration avec les responsables des étrangers en les octroyant des registres en plus des chefs de villages (pour le recensement). Ce recensement est crucial pour lutter contre les braquages et les attaques à main armée.

Commune de Bembou

En ce qui concerne la commune de Bembou, elle a fait trois jours de Caravane sur les thèmes que sont la dégradation de l'environnement, la divagation des animaux, le vol de bétail et l'identification des étrangers. L'objectif visé par ces activités était de sensibiliser les populations sur la dégradation de l'environnement, la divagation des animaux, le vol de bétail, l'identification des étrangers. Ces journées de sensibilisation ont été facilitées par les membres du CCS, les chefs de villages, les imams et la communauté.



Dans le cadre de ces initiatives de sensibilisation des jeunes de la commune de Bembou, le CCS en collaboration avec la mairie de Bembou ont entamé trois jours de sensibilisation dans dix villages de la localité (bembou, Pondala, Badioula, Dioulafoundou, Diakhamadina, Fodé binéa, Farada, Dalafing, Kharakhéna et Gamba-Gamba). Dans leurs interventions, les membres du CCS ont parlé des dangers liés à la dégradation de l'environnement, les conséquences de la divagation des animaux et proposé des solutions au vol de bétail. En plus de ces thématiques, le groupe a aussi parlé de l'importance de l'identification des étrangers.

Les communautés (chef de village, imam, et autre personnes) des différents villages ont parlé également à leur tour des dangers des produits qu'utilisent les orpailleurs à savoir le cyanure, les produits chimiques, ainsi que de la présence des enfants dans les sites d'orpaillages qui est l'un des principales causes de la déperdition scolaire dans le département de Saraya. Certains d'entre eux ont parlé de la dégradation de la nature et un éventuel signalement des transhumants auprès des autorités. Une chose très importante a été évoqué aussi notamment le devoir de signaler aux chefs de village toutes personnes étrangères qui viennent dans la commune.

L'entretien des animaux (la vigilance de la population) a aussi été soulevé pour lutter contre la divagation des animaux et le vol de bétail. Les communautés des 10 villages ont été sensibilisées sur les dangers et les sanctions pénales liées à la divagation et le vol de bétail.

Projet de lutte contre le vol transfrontalier de bétail entre le Sénégal et la Guinée-Bissau

4.1- Mise en place et fonctionnement de la plateforme SAP

Une campagne de recensement des éleveurs et du bétail avait été lancée dans les zones du projet pour faciliter le développement et le fonctionnement du système d'alerte. Ce recensement tarde à se finaliser, du fait que dans quelques localités, certains éleveurs sont réticents à se faire identifier et donner le nombre d'animaux dont ils sont propriétaires. Par ailleurs, nous n'avons pas encore trouvé de consensus sur le type de marquage.

4.2- Appui à la mise en place des enclos communautaires et marquage bétail

L'équipe du projet continue de faire des plaidoyers pour que les autorités compétentes fassent le nécessaire afin de régulariser les documents administratifs des autres sites. Pour le démarrage de la mise en place au niveau du site de Kolda, une demande a été adressée au partenaire financier pour pallier les coûts élevés du marché.

Cet appui est lié à la non-obtention des délibérations pour tous les sites de mise en place des enclos de protection des troupeaux identifiés. En effet, la cession gratuite de sites constitue une contribution mais aussi une preuve d'engagement des autorités locales et administratives à accompagner le projet.

A ce jour, seul le site de la région de Kolda au Sénégal a les papiers nécessaires. A ces lenteurs administratives, s'ajoutent les coûts élevés (supérieurs aux coûts prévisionnels) des différents devis reçus pour la mise en place d'un enclos.

4.3- Appui aux initiatives pilotes d'autonomisation financière des jeunes et des femmes des zones cibles par la mise en place d'un fonds d'appui aux activités génératrices de revenus

A ce niveau, la tenue de six (6) ateliers d'identification des ressources existantes et des potentiels secteurs d'activités génératrices de revenus durables avait permis de cerner les potentialités mais aussi d'identifier et d'évaluer les mécanismes de financement et les stratégies de gestion des fonds déjà expérimentés dans ces localités. L'évaluation a démontré que chacun de ces mécanismes a des limites qui n'ont pas facilité la validation définitive des stratégies de gestion des fonds les plus adaptées pour accompagner les activités génératrices de revenus.

Par ailleurs, l'appui financier des initiatives locales pour l'autonomisation des femmes et des jeunes prévu dans le projet étant un fonds non remboursable, limite la chaîne de solidarité dont le nombre de personnes qui pourraient en bénéficier. Si cette option est appliquée, même si elle aide au relèvement économique de quelques personnes, peut fragiliser la cohésion sociale des communautés en créant des jalousies et des rivalités.

En outre, les expériences avec d'autres initiatives de financements (Programmes de l'État, autres partenaires) n'ont pas été encourageantes par le passé et surtout durant la période préélectorale où les politiciens octroient des financements aux femmes et aux jeunes. En effet, il a été fait mention de cas où des jeunes ont utilisé ces financements pour tenter l'émigration irrégulière et les femmes pour gérer le quotidien de la maison. WANEP Sénégal et ses partenaires travaillent en collaboration avec des partenaires qui peuvent contribuer à la réduction du phénomène du vol de bétail.

C'est ainsi que le 08 février 2024, face à la situation confuse occasionnée par l'incident de vol et de représailles survenu dans le village de Bilassar commune de Yarang Balante le 24 décembre 2023, le Sous-préfet de Djibanar a jugé opportun de convoquer les deux parties dans l'objectif de les écouter et recueillir l'avis des acteurs accompagnants le processus de lutte contre le vol de bétail transfrontalier entre le Sénégal et la Guinée Bissau afin d'envisager des solutions appropriées de recherche et de restitution réciproques des bœufs volés ou saisis.

A ce propos, les acteurs du projet sur le terrain, notamment les deux responsables de projet du Sénégal, les représentants des comités de lutte contre le vol de bétail, les autorités administratives des localités touchés dans les deux pays ont été convoqués pour prendre part à cette initiative de médiation et de bons offices pour faire baisser les tensions et préserver la cohésion sociale. Ce qui n'a pas manqué d'avoir des retombées positives car jusque-là, l'affaire n'a pas connu d'évolution négative.

Par ailleurs, les 29 et 30 mai 2024, l'équipe du projet du Sénégal a pris part à l'atelier interrégional sur la Sécurité Collaborative de la zone sud (Kolda, Ziguinchor, Sédhiou, Gambie, Guinée Bissau et la république de Guinée) organisé par l'Institut des États-Unis pour la Paix (USIP) à l'hôtel le Relai de Kolda.



Cet atelier sur la gouvernance du secteur de la sécurité en zone Sud fait partie du programme visant à améliorer la sécurité à travers le renforcement des relations entre les services de sécurité et les personnes qu'ils servent. Présidé par le Gouverneur de la région, il a enregistré la présence des autorités administratives de ces pays limitrophes afin de raffermir les liens, mais aussi d'inclure les populations dans l'apaisement du climat social.

Le vol de bétail faisant partie des défis majeurs de la zone et ne pouvant être résolu sans le soutien et l'implication des pays voisins, il faut, dès lors, mutualiser les expériences et efforts de tous les acteurs pour relever

ensemble les défis ; d'où la présence de l'équipe du projet de lutte contre le vol de bétail à cet atelier. La participation à cet atelier a permis d'échanger avec le nouveau gouverneur de Oio sur l'état de mise en œuvre du projet et sur le dernier dialogue qui devait être organisé à Bissau.

Nous avons également collaboré avec Dynamique de Paix en Casamance (DPC), une organisation qui travaille avec différentes factions du MFDC pour le retour de la paix en Casamance et qui participe activement à la lutte contre le vol de bétail dans la zone du Goudomp. Ainsi, lorsqu'il s'est agi de faire la formation sur la sécurité collaborative, la méthodologie JSD (Justice and Security Dialogue) et son expérimentation dans le cadre des activités des Plans Locaux de Sécurité des comités de lutte contre le vol de bétail, DPC a été sollicitée pour accompagner les communautés aussi bien du côté de la Guinée Bissau que du Sénégal.



En outre, le dialogue de Bissau de juin 2024 a enregistré la participation active de PTF de Guinée Bissau tels que la FAO, INTER PEACE et PNUD, qui s'intéressent au projet qu'ils jugent salutaires pour le bien des communautés qu'ils servent et suivent de près ses activités. Ont aussi pris part à ce dialogue des membres du comité paritaire de gestion des frontières des deux pays ; ils ont trouvé beaucoup d'intérêts à venir participer pour connaître davantage le projet, apprendre des leçons et donner des orientations qui leur semblent pertinentes en l'espèce.



La stratégie adoptée par WANEP Sénégal pour une bonne gestion du projet est la tenue régulière de réunions de coordination avec ses partenaires de mise œuvre pour faciliter les prises de décisions d'un commun accord. De la planification des activités jusqu'à leur mise en œuvre, tout est discuté ensemble. Pour un bon suivi, les fiches de collecte de données sont établies avec les équipes de terrain pour les soumettre aux responsables des comités de lutte contre le vol de bétail.

Les responsables des comités qui sont en contact permanent avec les bénéficiaires notent et remontent les informations qui vont servir à renseigner les rapports. L'implication de ces responsables de comités dans le ciblage des acteurs communautaires pour la participation aux activités du projet, démontrent la démarche participative et inclusive de la coordination du projet dans la gestion et le suivi axé sur les résultats. C'est dans cette même dynamique qu'à chaque étape du projet, des échanges d'informations sur l'évolution de la mise en œuvre sont souvent faits avec ces parties prenantes.

Lorsqu'il s'agit de tenir une activité en présence des autorités administratives, locales et des FDS, au-delà des correspondances adressées à leurs hiérarchies respectives, l'équipe du projet se déplace pour aller rencontrer ces dernières afin de leur montrer combien leur présence, leur accompagnement et leur collaboration sont importantes dans la mise en œuvre de ce projet. De même, à chaque mission de terrain,





l'équipe rend des visites de courtoisies à ces autorités pour leur briefer sur le projet et son état d'avance. C'est ainsi que, lors des activités organisées en mai et juin 2024 l'équipe du projet est allée rencontrer le Sous-Préfet de la commune de Dioulacolon, région de Kolda, le Préfet de Kolda, le Maire de la commune de Adéane de la région de Ziguinchor, le Gouverneur de la région de Oio, le Commissaire représentant le ministère de l'intérieur et le Secrétaire général du ministère de l'administration territoriale et du pouvoir local. Toutes ces autorités ont salué tous les efforts de WANEP et de ses partenaires et ont réitéré leur engagement à accompagner le projet. Cette démarche a

toujours porté ses fruits car cela a permis d'enregistrer la participation des autorités à nos activités.

PROGRAMME RENFORCEMENT DE CAPACITÉS ET DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU

Renforcer la capacité institutionnelle de WANEP et celle de ses organisations membres pour l'exécution de leur mandat

Le 30 avril 2024, le Coordonnateur national de WANEP Sénégal a organisé en ligne une formation des organisations membres sur le WODI. L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités organisationnelles des membres du réseau et aussi de les outiller dans la mobilisation des partenaires.

Résultats obtenus : *en plus de voir leurs capacités renforcées, certaines organisations ont entamé des démarches pour se mettre à jour vis-à-vis de l'administration.*

Dans le cadre du projet « Lutte contre le vol transfrontalier de bétail entre le Sénégal et la Guinée-Bissau » WANEP Sénégal a formé les organisations membres et d'autres acteurs impliqués dans sa mise en œuvre sur le concept « Justice and Security Dialogue ». L'objectif de ces formations était de renforcer leurs capacités en vue d'accroître leur participation à la construction de la Paix.

Résultat de ces formations :

C'est dans ce contexte que le sous-préfet de Simbandi Brassou, dans le département de Goudomp, région de Sédhiou, a tenu une réunion à laquelle il a associé, au premier plan, les responsables de coordination et les acteurs (FDS, autorités administratives, autorités locales et coutumières, les membres des comités du projet de lutte contre le vol de bétail...) de part et d'autre du projet de lutte contre le vol transfrontalier de bétail entre le Sénégal et la Guinée Bissau. Cette réunion avait pour objectif d'organiser le retour d'éleveurs de la Guinée Bissau installés illégalement dans une localité de sa zone avec près de 600 têtes de bétail sans aucune mesure administrative et sécuritaire.

Le sous-préfet en agissant ainsi a pris des mesures fortes et soutenues contre tout risque de vol et de conflit en lien avec le vol de bétail. Il s'est en effet inscrit dans une dynamique de prévention et de coproduction de la sécurité car ayant associé tous les acteurs impliqués dans la problématique du vol de bétail et de la sécurité en général.

Ceci démontre l'impact des efforts entrepris dans le cadre du projet de WANEP Sénégal sur la lutte contre le vol de bétail entre les deux et l'enclage des dispositifs mis en place au niveau local pour valoriser la participation citoyenne et leur collaboration avec les institutions et acteurs de la sécurité. A l'issue de cette réunion, une mission conduite par AFEX et d'autres acteurs a été dépêchée en Guinée pour informer les autorités concernées du retour des éleveurs avec leur bétail pour éviter tout équivoque qui pourrait saquer la cohésion sociale transfrontalière. Au retour de la mission, une évaluation sera faite et les prochaines étapes définies.

Accroître la capacité de recherche de WANEP pour le soutien du plaidoyer politique, la fourniture de produits de connaissance.

Du 14 au 16 mai, **WANEP Sénégal** a mené une « *ÉTUDE SUR LES CONFLITS FRONTALIERS RÉGIONAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST* » dans trois localités frontalières avec la Guinée Bissau à savoir : **Mpack, Boutoupa-Camaracounda (région de Ziguinchor) et Bafata (région de Sédhiou).**

L'objectif de cette étude, commanditée par l'Union Africaine, était de comprendre la dynamique qui sous-tend les différends frontaliers et territoriaux en cours afin d'orienter ses actions en matière de prévention, de gestion et de résolution de ces différends par la CUA et les organes compétents de l'UA.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « **Améliorer la sécurité au Sénégal** » **WANEP Sénégal**, avec son partenaire technique **l'Institut des Etats Unies pour la Paix (USIP)**, a organisé un **atelier de restitution du rapport de l'étude sur la gouvernance du secteur de la sécurité**. Cette étude a été financée dans le cadre du projet « *Dialogues sur la justice et la sécurité* » du partenaire technique **l'Institut des Etats Unis pour la Paix (USIP)**, une initiative visant au renforcement des approches collaboratives de la sécurité, appuyée par le Bureau international chargé de la lutte contre les stupéfiants et de l'application des lois (INL) du Département d'Etat américain.

Cet atelier vise à partager et à discuter les résultats de l'étude conduite par le Dr Mamadou Bodian de l'IFAN (UCAD) et son équipe sur la gouvernance du secteur de la sécurité au Sénégal. Elle a pour objectif, sur la base de la présentation du diagnostic sur la bonne gouvernance du secteur de la sécurité au Sénégal, de dégager des orientations d'intervention pour l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité au Sénégal.

Résultat de l'étude :

Cette activité a permis d'aborder les questions relatives à la collaboration entre population et force de sécurité au Sénégal. Cette étude apporte un éclairage sur la gouvernance du secteur de la sécurité au Sénégal, visant à soutenir l'État et ses partenaires dans la promotion d'une approche novatrice, plus collaborative, de la sécurité, ancrée dans les principes de bonne gouvernance démocratique. Fondée sur une recherche documentaire approfondie, une cartographie des acteurs clés, et une méthodologie mixte incluant entretiens, sondages et débats, l'étude fournit une perspective triangulée pour consolider la gouvernance sécuritaire au Sénégal.

NOS PERSPECTIVES

Déjà préoccupante, la situation sécuritaire de l'Afrique de l'Ouest ne cesse de se dégrader. Et le Sénégal, entouré d'une ceinture de feu et traînant de nombreuses vulnérabilités sécuritaires et sociales, n'est point à l'abri des turbulences qui ont fini de déstabiliser ses voisins.

Ces turbulences et vulnérabilités exposent le Sénégal jadis connu et admiré pour sa stabilité menacée depuis quelques années.

Face à cette situation qui interpelle aussi bien le gouvernement et toutes les organisations qui travaillent pour le bien des communautés, WANEP Sénégal engage tous les membres de son réseau et renouvelle son engagement à travailler avec toutes les parties prenantes pour :

- Renforcer la collaboration et la confiance entre les forces de défense et de sécurité et les populations ;
- Renforcer la cohésion sociale ;
- Défendre davantage les droits humains, surtout ceux des couches les plus vulnérables ;

Yoff APECSY N°48, près du Stade Municipal de Yoff - DAKAR SENEGAL
Tel : +221 33 855 02 16 / 77 551 14 20
wanep-senegal@wanep.org
www.wanepsenegal.org